

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU VAL DE MARNE

Service Travaux & Maintenance

**MARCHES DES ORGANISMES DE LA
SECURITE SOCIALE DU REGIME GENERAL**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES ET PARTICULIERES

(C.C.T.P)

ORGANISME CONTRACTANT :

L'ASSURANCE MALADIE DU VAL DE
MARNE
93/95, AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
94000 CRETEIL

**TRAVAUX DE PEINTURE & SOLS SOUPLES POUR
L'ENSEMBLE DES SITES
DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE
DU VAL DE MARNE**

Accord-cadre à bons de commande

Date d'établissement : Mai 2025

SOMMAIRE

Article 1 - Objet de l'accord-cadre.....	5
Article 2 - Parties contractantes	5
Article 3 - Obligation de résultat et objectifs poursuivis.....	5
Article 4 - Responsabilité du titulaire	5
Article 5 - Localisation des ouvrages.....	6
Article 6 - Classement des établissements	7
Article 7 – Normes et réglementations	7
7.1 - Les règles d'ordre public	7
7.2 - Les normes et documents techniques.....	7
Article 8 – Vérification des côtes et supports	8
Article 9 - Montage et stockage des matériaux.....	8
Article 10 - Sécurité du chantier – Santé et bien être	8
10.1 – Travaux en toiture et nacelle	9
10.2 – Sécurité.....	9
10.3 – Procédure de consignation	10
10.4 – Habilitations	10
Article 11 – Contenu des prestations	10
11.1 – Travaux préparatoires.....	10
11.1.1 – Protection préalable à la réalisation des travaux	10
11.1.2 – Dépose avant travaux / repose après travaux / manutention	11
11.2 – Exécution des travaux	11
11.2.1 – Obligation du titulaire en phase d'exécution.....	11
11.2.2 – Modalités de commande.....	12
11.2.3 – Délais d'exécution.....	12
11.2.4 – Facturation.....	12
11.2.5 – Réception des travaux	13
11.3 – Modalités d'exécution	13
11.3.1 – Calendrier et horaires de travail	13
11.3.2 – Nuisances	13
11.3.3 – Lieu de travail.....	13
11.3.4 – Continuité de service	13
11.3.5 – Accès aux locaux.....	14
Liste des intervenants	14
Badge d'accès.....	14
Enregistrement aux réceptions.....	14
Matériel de contrôle d'accès	14

Clés	15
11.4 – Personnel intervenant	15
11.4.1 – Interlocuteur unique	16
11.4.2 – Comportement et règle de vie	16
11.4.3 – Habillement et tenues de travail	16
11.4.4 – Code de la route.....	17
Article 12 – Nature des prestations.....	17
12.1 – Peinture intérieure	17
12.1.1 – Boiserie, Huisserie	17
12.1.2 – Murs	18
12.1.3 – Plafonds	18
12.1.4 – Sols	18
12.1.5 – Plinthes	19
12.1.6 – Radiateurs et tuyauteries	19
12.2 – Peinture extérieure.....	19
12.2.1 – Façades	19
12.2.2 – Isolation thermique extérieure.....	20
12.2.3 – Sols extérieurs	20
12.3 – Mise en œuvre des sols souples.....	21
12.3.1 – Travaux de dépose.....	21
12.3.1.1 – Dépose des anciens revêtements collés	21
12.3.1.2 – Dépose des anciens revêtements non collés	21
12.3.1.3 – Décarrelage simple	21
12.3.1.4 – Déparquetage.....	21
12.3.1.5 – Dépose de plinthes	22
12.3.1.6 – Détalonnage de portes	22
12.3.2 – Préparation des supports.....	22
12.3.2.1 – Nettoyage des supports.....	22
12.3.2.2 – Traitement des fissures existantes	22
12.3.2.3 – Traitement des défauts de planéité	23
12.3.2.4 – Primaire d’adhérence ou d’accrochage	23
12.3.3 – Ragréage de sol	23
12.3.4 – Enduit de lissage.....	23
12.3.5 – Prestations de mise en œuvre sols souples	23
12.3.5.1 – Sols souples en PVC	23
12.3.5.1.1 – Sols PVC hétérogène compact U3-U4 pour trafic intense.....	23
12.3.5.1.2 – Sols PVC hétérogènes isophoniques U3-U4.....	24

12.3.5.1.3 – Dalles et lames PVC pour recouvrement revêtements de sols	24
12.3.5.1.4 – Sols de cuisine collective PVC.....	25
12.3.5.2 – Revêtement de sols en moquette aiguilletée à simple encollage.....	25
12.3.5.3 – Revêtement de sols en linoléum.....	26

Article 1 - Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet des travaux de peinture intérieure et extérieure et de mise en œuvre de sols souples de l'ensemble des bâtiments constituant le patrimoine immobilier de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Val de Marne.

Le titulaire est soumis, en permanence, à une obligation de résultat pendant toute l'exécution de l'accord-cadre.

Article 2 - Parties contractantes

- Maître d'ouvrage ou L'Organisme :

Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Val de Marne.

A ce titre, le Maître d'Ouvrage est en charge du suivi et de la gestion opérationnelle de ce marché pour les aspects techniques et administratifs.

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Val de marne sera représentée par :

- ❖ Le service Travaux et Maintenance (STM) : Aspect technique et administratif ;
- ❖ Le service Facturation Achats Marchés Immobilier (FAMI) : Aspect Administratif.

- Le titulaire :

Le prestataire extérieure, l'entreprise dont les capacités et références professionnelles reconnues sera désignée.

A ce titre, le titulaire s'engage à fournir lors de la revue de lancement du marché les noms des personnes suivantes :

- ❖ Un responsable de marché, responsable de la gestion administrative de ce marché ;
- ❖ Un responsable de site unique, responsable opérationnel de l'ensemble des prestations générées par ce marché. Ce dernier sera l'interlocuteur direct de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Val de Marne ;
- ❖ Un remplaçant de l'interlocuteur direct dans les cas d'absences.

Article 3 - Obligation de résultat et objectifs poursuivis

Le présent marché engage le titulaire à une obligation de résultat vis-à-vis des objectifs fixés.

Le titulaire devra prendre connaissance des prescriptions particulières intéressant tous les corps d'états.

Les informations que trouvera le titulaire tout au long de ces pages, doivent être considérées comme des instructions complémentaires aux règles de l'art et aux normes en vigueur.

Le titulaire sera réputé avoir fait toutes les provisions nécessaires à cet égard.

Article 4 - Responsabilité du titulaire

Le titulaire doit avec un soin et une diligence appropriés, réaliser des installations en parfait état de fonctionnement, de présentation et de conformité aux clauses techniques.

Il doit également fournir toute la main-d'œuvre y compris la supervision de celle-ci, ainsi que les matériaux, le matériel et toutes autres choses nécessaires pour cette exécution.

En aucun cas, le titulaire ne pourra faire état d'une omission, d'une mauvaise interprétation du dossier et des contraintes spécifiques à certains sites pour refuser la fourniture ou l'exécution dans le cadre et les conditions de son marché, de tout ou partie des ouvrages en état complet d'achèvement.

Il est par avance entendu, sauf réserves clairement exposées par écrit lors de la remise de son offre que le titulaire fera siennes toutes les prescriptions, options et garanties pour l'ensemble des prestations et matériels demandés.

Le titulaire est entièrement responsable de l'adéquation, de la stabilité et de la sécurité de toutes les opérations de chantier et méthodes d'exécution.

La responsabilité du titulaire sera bien entendu engagée pour toute intervention inadaptée ou toute mauvaise réalisation qui pourrait affecter tant les ouvrages et/ou les équipements mis en œuvre que ceux existants.

Maintien en bon état des lieux

Du commencement des travaux jusqu'à leur réception, le titulaire est pleinement responsable du maintien en bon état des ouvrages réalisés.

Article 5 - Localisation des ouvrages

L'objet du présent accord-cadre concerne les sites suivants :

SITES	ADRESSES
CMS de Saint-Maur	30 Boulevard de Champigny – 94100 SAINT-MAUR
CMS de Choisy	9 bis Rue Ledru Rollin – 94600 CHOISY-LE-ROI
PMI Champigny	8 Rue de l'Abreuvoir – 94500 CHAMPIGNY-SUR-MARNE
PMI Choisy	6 Avenue Anatole France – 94600 CHOISY-LE-ROI
PMI JOINVILLE LE PONT	33 Rue du Port – 94340 JOINVILLE LE PONT
PEF Choisy le ROI	40 Avenue d'Alfortville 94600 CHOISY LE ROI
Espace Améli de Créteil	10 Avenue Georges Duhamel – 94000 CRETEIL
Espace Améli d'Ivry	124-126, Boulevard Stalingrad - 94200 IVRY-SUR-SEINE
Espace Améli de Villejuif	3 bis Passage de la Fontaine – 94800 VILLEJUIF
Espace Améli de Champigny	7, Rue de l'Abreuvoir – 94500 CHAMPIGNY-SUR-MARNE
Espace Améli de Thiais	72 Avenue René Panhard – 94320 THIAIS
Créteil LE CRISTOLIEN	93 Avenue du Général de Gaulle – 94000 CRETEIL
Créteil LES GEMEAUX	2 Rue Antoine Etex – 94000 CRETEIL

Article 6 - Classement des établissements

Les sites concernés sont des ERP TYPE O/U/W de 5ème catégorie.

Article 7 – Normes et réglementations

Les travaux seront exécutés conformément aux documents de référence et notamment :

- Des règlements en vigueur un mois avant à la date de l'appel d'offres, notamment en ce qui concerne les règlements de construction, règlements acoustiques, thermiques et relatifs aux économies d'énergie ;
- Des règles générales de mise en œuvre dites REGLES DE L'ART :
 - Les lois, décrets, arrêtés et circulaires en vigueur en France un mois avant la remise des offres ;
 - Les règles générales de construction ;
 - Les règles de protection contre l'incendie ;
 - Les PV d'essais divers (résistance, perméabilité, tenue au feu...) ;
 - Les Cahiers des Clauses Techniques Générales ;
 - Les Documents Techniques Unifiés y compris cahier des charges, cahier des clauses spéciales et cahier des clauses techniques ;
 - Les Normes Françaises édictées par l'AFNOR ;
 - Les Avis Techniques publiés par le C.S.T.B ;
 - Les Notices Techniques et modes de mise en œuvre édités par les fournisseurs et marchands des matériels et matériaux constitutifs du projet.

7.1 - Les règles d'ordre public

Il s'agit de l'ensemble des textes visant à assurer la sécurité et la protection de la santé des travailleurs, lois, décrets, arrêtés concernant l'hygiène publique et la sécurité des travailleurs ainsi que les décrets et arrêtés spécifiques aux domaines du bâtiment, et notamment les textes suivants :

- Arrêté du 30/06/1983 relatif à la classification des matériaux en matière de réaction au feu et annexes ;
- Arrêté du 21/04/1983 relatif à la détermination du degré de résistance au feu des éléments de construction ;
- Arrêté du 25/06/1980 modifié « nouveau règlement de sécurité ERP » et additifs.

7.2 - Les normes et documents techniques

Le titulaire devra se soumettre aussi bien pour la qualité du matériel que pour l'exécution des travaux aux normes et prescriptions européennes et françaises et notamment celles citées ci-après :

- Cahiers de prescription du fournisseur ;
- Marquages « CE ou NF » ;
- Normes, documents et avis Techniques (NF, DTU, guides INRS) :
 - Norme NF P 74 201 – 1 et 2, réf. DTU 59.1 (Travaux de peinture des bâtiments) et additif ;
 - DTU 53.1 : Revêtements de sol textiles (NF P 62-202-1 et 2) ;
 - DTU 53.2 : Revêtements de sol P.V.C. collés (NF P 62-203-1-1 / 62-203-1-2 et 62-203-2) ;

- Arrêté du 14.06.69 en matière acoustique, corrigé par la NRA (Nouvelle Réglementation Acoustique) applicable depuis le 1er Janvier 1996 ;
- NF DTU 59.1 Travaux de peinture des bâtiments - Revêtements de peinture en feuil mince ;
- NF DTU 59.4 Mise en œuvre des papiers peints et des revêtements muraux ;
- NF DTU 59.5 Exécution des peintures intumescents sur structures métalliques.

NOTA : Cette liste n'est pas limitative.

Article 8 – Vérification des côtes et supports

Le titulaire devra vérifier soigneusement toutes les cotes avant finalisation du bon de commande et s'assurer de leur concordance sur les différents plans et avec le site.

Pour l'exécution des travaux, aucune cote ne devra être prise à l'échelle sur les plans, le titulaire devra s'assurer sur place, avant toute mise en œuvre, de la possibilité de suivre les côtes et indications diverses prévues sur les plans. En cas de doute, il en référera immédiatement le Maître de l'Ouvrage.

Le titulaire ne pourra de lui-même modifier quoi que ce soit au projet du Maître de l'Ouvrage, mais il devra signaler tout changement qu'il jugerait utile d'y apporter.

Il demandera tous renseignements complémentaires sur tout ce qui lui semblerait douteux ou incomplet et il devra compléter si besoin les plans qui lui seront remis.

Faute de se conformer à ces prescriptions, il deviendra responsable de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution, ainsi que des conséquences de toute nature que cela pourrait entraîner.

Le titulaire sera tenu pour chaque bâtiment ou/et site concerné de se rendre sur les lieux pour examiner en détail les différents passages et pour se rendre compte in situ des contraintes techniques et d'accessibilités propres à la réalisation des travaux.

NOTA : Tous les métrés chiffrés par le titulaire seront vérifiés par un service technique compétent propre à la CPAM du Val de Marne.

Le non-respect de ces métrés engendrera l'application d'une pénalité.

Article 9 - Montage et stockage des matériaux

Le titulaire fera son affaire personnelle des transports, chargements, manutention, stockage et montage de ses matériaux et fournitures.

Le stockage des matériaux et des fournitures devra être assuré de telle sorte que ceux-ci soient mis parfaitement à l'abri des intempéries, des vols et sans présenter de risques pour la CPAM du Val de Marne et son personnel.

Article 10 - Sécurité du chantier – Santé et bien être

Le Titulaire est responsable de la sécurité de son personnel et s'assure que le personnel appelé à travailler sur les installations est en possession d'un certificat médical d'aptitude valide au poste occupé (en particulier pour les postes à risques), possède les qualifications adéquates, le matériel et les équipements individuels de sécurité et prend toutes les protections collectives et individuelles en vue de se protéger contre les dangers éventuels.

En particulier :

- Tous les travaux en hauteur doivent être sécurisés par des protections collectives, à défaut par des mesures de protection individuelle (port du harnais de sécurité après définition de points d'ancrage adéquats en accord avec les services de la CPAM du Val de Marne) ;
- Tous les travaux en hauteur doivent être balisés au sol par des cônes de sécurité et une bande de signalisation.

Le Titulaire prend à sa charge les aménagements spécifiques en vue de protéger son personnel lors de l'exécution du marché, il signale immédiatement toute défectuosité constatée et tout accident ou tout danger grave.

Le Titulaire rédige les consignes de sécurité à appliquer par le personnel et prend les précautions d'usage pour ne pas incommoder ni mettre en situation dangereuse les occupants et les membres de son personnel. Il fait afficher ces consignes de sécurité aux endroits qu'il juge adéquats et veille à les faire appliquer par le personnel. Il place aussi un balisage autour des zones dangereuses.

La CPAM du Val de Marne doit être informée des aménagements et des consignes de sécurité.

Le Titulaire veille à ce que ses prestations n'entravent pas la sécurité générale des bâtiments et de ses occupants.

Toutes prestations qui risquent de porter atteinte à la sécurité générale doivent être signalées au maître de l'ouvrage (Service Travaux & Maintenance) et ne peuvent être exécutées qu'après avoir reçu une autorisation préalable. Il s'agit notamment :

- de l'utilisation de produits dangereux (solvants, ...) ;
- de travaux présentant des risques de chutes d'objet ;
- de la modification ou du blocage temporaire des voies normales d'évacuation (escaliers, portes, ascenseurs...) ;
- de la mise hors service de parties (voire de l'ensemble) des installations techniques de sécurité ;
- de travaux nécessitant un « permis feu ».

Les voies d'évacuations et issues de secours seront gardées en permanence libres de tout obstacle.

10.1 – Travaux en toiture et nacelle

Tous les ouvriers ou opérateurs effectuant des travaux ou prestations en toiture doivent obligatoirement passer par le PCS (Poste de Contrôle Sûreté) pour enregistrement. Les ouvriers ou opérateurs utilisant les nacelles doivent être habilités et aptes d'un point de vue médical.

10.2 – Sécurité

Le Titulaire respecte et applique les directives du chargé de prévention de la CPAM du Val de Marne et doit fournir sur demande de ce dernier :

- Les fiches de données de sécurité des produits utilisés pour l'exécution des prestations ;
- L'ensemble des fiches de sécurité des dits produits ;
- L'attestation de contrôle des équipements de protection individuelle et une attestation de l'employeur certifiant l'aptitude médicale du personnel ;
- Tous autres documents utiles en particulier, l'information relative à tout sous-traitant qui devra fournir les mêmes documents. Les entreprises étrangères doivent avoir fait les démarches en relation avec le détachement de leurs salariés.

10.3 – Procédure de consignation

Tout arrêt d'un équipement ou d'une installation s'effectue selon les procédures de consignation en place définies dans le cadre du Dossier de Maintenance et d'Exploitation et est soumis à l'accord préalable du représentant de la CPAM du Val de Marne.

De manière à permettre l'information des usagers et la mise en place des mesures compensatoires qui s'avèreraient nécessaires, le Titulaire précise, pour chaque opération soumise, les conséquences et impacts exacts que la consignation a sur les biens et/ou usagers ainsi que sur le fonctionnement des services.

Les interventions nécessitant une interruption de longue durée s'effectuent en dehors des heures de service de la CPAM du Val de Marne, sauf accord différent communiqué préalablement.

10.4 – Habilitations

Dans le cadre des interventions à réaliser, le titulaire devra justifier de la validation des habilitations et/ou formation reçues suivantes :

- Habilitation électrique Basse Tension ;
- Port du harnais de sécurité ;
- Montage, démontage, utilisation et réception d'échafaudage roulant.

Article 11 – Contenu des prestations

11.1 – Travaux préparatoires

11.1.1 – Protection préalable à la réalisation des travaux

Le titulaire devra la protection préalable soignée :

- Des surfaces attenantes aux travaux ;
- Des équipements pouvant être impactés par la production de poussières, projection de peinture et chocs de tous ordres (les photocopieurs, matériel bureautique, mobiliers, poubelles...) qui seront spécifiés lors de l'état des lieux contradictoire ainsi que leur éventuel déplacement ou manutention vers une zone protégée quand cela est possible ;
- Des sols, plafonds, portes ;
- Des goulottes PVC, barre de protection des angles et des encadrements des fenêtres ;
- Des équipements de sécurité.

11.1.2 – Dépose avant travaux / repose après travaux / manutention

Le titulaire devra :

- La dépose avant travaux et repose en fin de travaux des équipements tels que capots des : ventilo-convecteurs, prises, interrupteurs, tableaux d'affichage, signalétique, ... ;
- La manutention de ces équipements vers une zone protégée ;
- Le stockage avant repose définitive au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Le bon fonctionnement et l'état des équipements seront contrôlés lors du suivi et de la réception des travaux.

L'entrepreneur devra la reprise de tous les éléments détériorés ou mal reposés.

11.2 – Exécution des travaux

Avant toute intervention « planifiable », les techniciens du titulaire sont tenus de prendre obligatoirement contact avec le représentant du service Travaux et Maintenance de la CPAM du Val de Marne.

Ils devront avant et après toute intervention sur site, signaler leur présence au correspondant du Maître d'Ouvrage sur site.

Chaque intervention spécifique mettant en jeu la continuité de service ou la sécurité fera l'objet d'une « Demande d'Intervention » écrite et déposée 3 jours ouvrables avant le début de la prestation.

Toute anomalie, constatée au cours d'une visite, susceptible de présenter un danger grave ou imminent doit être immédiatement signalée au responsable de la CPAM du Val de Marne (Responsable administratif et technique).

11.2.1 – Obligation du titulaire en phase d'exécution

En complément de l'article 3 et l'article 4 du présent document, le titulaire doit prendre en considération les éléments suivants :

Obligations générales du titulaire

Le titulaire sera tenu d'utiliser son outillage et ses appareils de mesures et de réglage. Pour les appareils à commande électronique, le titulaire devra être en possession d'un outil permettant de paramétrer la manœuvre et le fonctionnement général des appareils.

Obligations techniques du titulaire

En aucun cas, le titulaire ne pourra demander aux représentants de la CPAM du Val de Marne de lui fournir du personnel pour exécuter des prestations, objet du présent marché.

Le titulaire prendra toutes les dispositions utiles pour maintenir les lieux dans le même état de propreté qu'avant ses interventions.

Le titulaire devra respecter les contraintes suivantes :

- Limiter les poussières ;
- Assurer une évacuation des déchets et gravats éventuels ;
- Afficher clairement l'indisponibilité d'un local.

Sûreté

La CPAM du Val de Marne autorisera avec un préavis de trois jours ouvrés le personnel du titulaire ou celui de ses sous-traitants, à pénétrer dans toutes les parties des installations ou

des bâtiments concernés pour exécuter les prestations contractuelles, ou pour procéder aux vérifications qui pourraient être nécessaires.

En conséquence, l'accès des installations (locaux techniques en particulier) à toute personne non mandatée par la CPAM du Val de Marne est interdit.

Tout écart à cette autorisation préalable aura pour conséquence le renvoi immédiat des personnes non autorisées ; la récidive pourra être une raison de dénonciation du marché.

L'ensemble des sites de la CPAM du Val de Marne sont des sites sensibles. De ce fait soumis à des règles de sûreté et de contrôle d'accès.

11.2.2 – Modalités de commande

Lorsque la CPAM du Val de Marne n'est pas en mesure de définir précisément les prestations, elle envoie une demande de devis par mail.

Le Titulaire étudie cette demande et remet un devis, dans le délai mentionné dans la demande (par défaut 03 jours ouvrables).

Le devis peut également être proposé par le Titulaire, sans demande particulière de la CPAM du Val de Marne, pour des prestations qu'il estime nécessaire.

Dans tous les cas et sauf cas d'urgence, le devis est soumis préalablement à l'approbation de la CPAM du Val de Marne. Il est établi sur base :

- Des prix des prestations figurant au bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Des prix de la fourniture des matériaux, calculés à partir des prix d'achats, hors taxes et remise fournisseur déduite, auxquels est appliqué un coefficient de marge de : (indiqué au BPU exprimé en %). Le coefficient de marge comprend le transport depuis le fournisseur et les opérations de manutentions nécessaires pour la mise en stock à la CPAM du Val de Marne ;
- Des prix de la location d'équipements ne figurant pas au bordereau des prix, calculés à partir des prix de location, hors taxes et remise déduite, auxquels est appliqué le coefficient de marge (indiqué au BPU exprimé en %).

11.2.3 – Délais d'exécution

Sauf indication contraire, le Titulaire débute les prestations faisant l'objet de chaque bon de commande dans un délai maximum de 10 jours à dater de la commande et les termine dans le délai précisé.

11.2.4 – Facturation

La facturation des prestations est basée sur la documentation qui accompagne la réception, c'est à dire les heures réellement prestées, les matériaux réellement fournis, les locations réellement effectuées et les prestations sous-traitées réellement effectuées.

En cas de différence de montant entre le devis et la facture, un justificatif est à fournir par le Titulaire.

La vérification de ces prestations se fait au moyen de quitus d'intervention journalière sur lesquelles sont mentionnées par le Titulaire le lieu, la durée, les noms du personnel et l'affectation des prestations effectuées par son personnel.

Des EXE 04 seront demandés par le maître d'Ouvrage (FAMI & STM) au titulaires pour certaines prestations réalisées. Seule la CPAM du Val de Marne saura identifier ces prestations.

11.2.5 – Réception des travaux

A la demande de la CPAM du Val de Marne, les travaux réalisés par le Titulaire peuvent faire l'objet d'une réception à la fin de leur exécution.

Cette réception a lieu dans le délai défini à la commande.

Un procès-verbal reprenant l'ensemble des remarques relatives à la réception est contradictoirement établi et contresigné par les deux parties (EXE 04).

Le Titulaire s'engage à lever les réserves dans les meilleurs délais. Le cas échéant, le Titulaire prend à sa charge les frais occasionnés par l'intervention d'un organisme de contrôle agréé.

11.3 – Modalités d'exécution

11.3.1 – Calendrier et horaires de travail

Sauf indication contraire, les prestations sont à effectuer principalement pendant les heures de service entre 07h30 et 17h30 pendant les jours ouvrables de la CPAM du Val de Marne.

11.3.2 – Nuisances

Les prestations et travaux sont effectués avec le moins de nuisance possible pour les occupants. Sauf dérogation particulière, les travaux bruyants, causant des vibrations ou d'autres gênes (par exemple : des nuisances olfactives dues à la mise en place de résine ou colles) sont à proscrire pendant les heures de service.

Ces travaux peuvent être réalisés les jours ouvrables en dehors des heures de service, les samedis ou les jours de fermeture.

Toutefois, même pendant les périodes autorisées, les travaux bruyants ou causants des vibrations doivent être exécutés à l'aide d'un outillage ayant les caractéristiques les plus performantes en matière d'isolation phonique et d'amortissement des vibrations.

11.3.3 – Lieu de travail

Le lieu d'exécution des prestations correspond aux bâtiments décrits dans l'article 5 du présent document.

La CPAM du Val de Marne peut à tout moment ajouter à cette liste un bâtiment occupé ou à occuper par ses services, ainsi que supprimer de la liste tout bâtiment qu'elle cesserait d'occuper.

11.3.4 – Continuité de service

Le Titulaire veille à ne pas arrêter les installations relatives aux salles de réunions, réfectoire, salle du conseil et autres locaux à occupation multiple lorsque ceux-ci sont utilisés.

Sont obligatoirement effectuées en dehors des heures de service, sauf accord différent préalable de la CPAM du Val de Marne, les interventions nécessitant une interruption ou une perturbation :

- Des conditions de chauffage, climatisation, ventilation ou de distribution d'eau supérieures à une heure ;
- Sur des installations critiques (Local PCI/PCS, Locaux Diademe/prado, ...).

11.3.5 – Accès aux locaux

Liste des intervenants

Le Titulaire remet à la CPAM du Val de Marne, dès la prise en charge du marché, la liste nominative des personnes intervenantes choisies pour travailler sur le site.

Cette liste est mise à jour pendant l'exécution du marché aussi souvent que nécessaire.

Afin de faciliter l'accès au bâtiment lors des interventions en dehors des heures ouvrables, le Titulaire s'organise néanmoins de manière à envoyer les mêmes techniciens afin que ceux-ci puissent s'habituer aux règles en vigueur et aux locaux.

Badge d'accès

La CPAM du Val de Marne fournit un badge d'accès à l'interlocuteur affecté pour le présent marché suivant les règles de sécurité interne en vigueur.

Le badge est valable pour une durée d'une année maximum, et à renouveler pendant toute la durée du marché.

Pour les autres intervenants et personnes extérieures, une demande d'accès est à établir individuellement par un responsable et/ou la personne de contact du Titulaire, en vue de l'enregistrement à la réception.

Pour pouvoir être traitée, cette demande doit parvenir à la CPAM du Val de Marne avant la venue de l'intervenant.

Enregistrement aux réceptions

Chaque intervenant extérieur venant à la CPAM du Val de Marne pour travaux ou prestations est dans l'obligation de se faire enregistrer à la réception.

Une fois enregistrée, un badge lui est délivré sur présentation d'une pièce d'identité. Ce badge d'accès journalier ou de durée limitée permettra l'accès uniquement aux bâtiments dans lesquels l'opérateur doit intervenir.

Le badge est attribué individuellement à chaque personne préalablement autorisée. En aucun cas, le badge ne peut être prêté.

Matériel de contrôle d'accès

Le matériel de la CPAM du Val de Marne, comme par exemple les contrôles unitaires d'accès (certains locaux sont équipés ou seront équipés de lecteurs de badges) sont à respecter.

Toute dégradation constatée entraînera l'exclusion de l'employé du site de la CPAM du Val de Marne.

Le matériel lourd (échelles, chariots, caisse à outils, ...) doit passer par les contrôles unitaires d'accès les plus larges, c'est-à-dire ceux destinés aux personnes à mobilité réduite.

Clés

La CPAM du Val de Marne fournit au Titulaire des clés permettant l'accès à certains locaux concernés par les prestations.

Le Titulaire conserve soigneusement ces clés. En cas de perte des clés, le Titulaire en supporte les conséquences financières y compris le remplacement des barilletts qui tombent sous le passe-partout concerné.

Cette obligation est couverte par une clause spécifique de l'assurance du Titulaire.

Une pénalité pour tout passe perdu est automatiquement déduite de la facture, sans préjudice de l'exercice des droits faisant intervenir les assurances.

Il est expressément interdit de reproduire ou faire reproduire des clés, ainsi que de les emporter à l'extérieur des bâtiments.

11.4 – Personnel intervenant

Dès la prise en charge du marché, le Titulaire fournit un organigramme détaillé du personnel qu'il entend affecter à l'exécution de ses prestations.

La liste nominative du personnel employé sur le site est disponible à tout moment.

Le Titulaire recrute et rémunère le personnel nécessaire au bon fonctionnement et l'emploi sous sa seule responsabilité. Il communique au service compétent de la CPAM du Val de Marne, à sa demande, les dossiers individuels faisant état des qualités de service et professionnelles.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser et à ne faire utiliser par ses éventuels sous-traitants que du personnel qualifié et parfaitement en règle avec la législation française et toutes les dispositions des législations de l'Union européenne.

Le personnel travaille sous la surveillance permanente et sous la responsabilité directe du Titulaire.

Les prestations sont assurées par un personnel qualifié et en nombre suffisant pour offrir des prestations de qualité. Le personnel doit avoir une formation adaptée au type de tâche qui lui est confiée.

La CPAM du Val de Marne se réserve le droit :

- d'arrêter tout travail dont l'exécution ne présente pas toutes les garanties de sécurité et qui serait susceptible d'engendrer des dégâts corporels ou matériels ;
- d'exiger du Titulaire le retrait immédiat d'une personne qui ne donnerait pas satisfaction, sans avoir à motiver sa décision et sans en supporter les conséquences.

11.4.1 – Interlocuteur unique

Le Titulaire désigne, dès l'entrée en vigueur du marché, une personne chargée d'assurer de façon permanente et pour l'ensemble des prestations, la direction des opérations et tous contacts avec les représentants de la CPAM du Val de Marne.

Cette personne doit avoir la compétence suffisante pour répondre à tous les problèmes posés par l'exécution du présent marché et des commandes spécifiques qui en découlent. Une seconde personne est désignée pour la remplacer en cas d'absence.

Un numéro de téléphone et une adresse électronique uniques sont communiqués. Le numéro de téléphone est joignable chaque jour ouvrable, et chaque courrier électronique est traité dans un délai maximum d'un jour ouvrable.

La personne de contact assiste à toute réunion nécessaire à l'exécution du marché.

11.4.2 – Comportement et règle de vie

D'une manière générale, un comportement courtois et de circonstance est nécessaire dans les locaux de la CPAM du Val de Marne. Aucune circulation des techniciens n'est admise en dehors de leur zone d'intervention.

L'utilisation des téléphones portables et autres appareils sonores (radio, baladeurs, sono, ...) doit se faire en veillant à ne pas déranger les occupants des bureaux proches du lieu de l'intervention. Dans le cas contraire l'utilisation en sera interdite.

Tous les locaux de la CPAM du Val de Marne sont à respecter, en particulier les locaux sanitaires.

Les techniciens respectent mutuellement le travail des prestataires tiers qui seraient présents en même temps.

La consommation d'alcool est interdite sur tout le site de la CPAM du Val de Marne.

L'accès à la cantine est permis pour le personnel du Titulaire affecté au marché, mais n'est pas autorisé pour les sous-traitants ou intervenants externes venant effectuer des prestations ponctuelles à la CPAM du Val de Marne.

11.4.3 – Habillement et tenues de travail

Tous les techniciens doivent porter des vêtements de travail adéquats pour réaliser les travaux ou prestations. Ces vêtements sont spécifiques au Titulaire. Ils reprennent le logo de ce dernier. Le nom de la société du titulaire est également visible, sous une forme discrète.

Le port des équipements de protections individuels est obligatoire.

Le port de gants blancs est obligatoire pour l'ouverture des trappes de visites en plaques de plâtre.

Tous les frais liés à la remise en peinture et/ou mise en place de sol souple du fait de dégradations constatées sont à la charge du Titulaire.

11.4.4 – Code de la route

Le code de la route est d'application dans les locaux de la CPAM du Val de Marne (quai de livraison et parkings – vitesse de circulation très réduite).

Les techniciens doivent se conformer aux règles de stationnement.

Un papier où figure le numéro de téléphone du conducteur doit être laissé sur le pare-brise du véhicule.

Article 12 – Nature des prestations

12.1 – Peinture intérieure

Les travaux de peinture seront conformes à la dernière version des DTU relative à chaque support.

Toutes les peintures intérieures seront en phase aqueuse. La teinte demandée des peintures des murs est au choix du Maître d'Ouvrage. Les peintures, sauf indication contraire pourront être demandées mates, satinées, veloutées ou brillantes.

Les prix comprennent :

- Les moyens d'élévation en hauteur pour une hauteur de plancher jusqu'à 3,00 m ;
- Tous les petits rebouchages soignés isolés, ponctuels ;
- Le nettoyage pendant, et en fin d'intervention, y compris la mise en décharge par sac étanche dans le respect de l'engagement RSE.

NOTA : Le titulaire doit fournir au représentant technique de la CPAM du Val de Marne les nuanciers en peinture issus des points d'approvisionnement.

12.1.1 – Boiserie, Huisserie

Les prestations consisteront principalement à une mise en œuvre sur :

- Boiserie ancienne : Lessivage, brossage, grattage, application d'une couche impression sur parties nues et de deux couches émail microporeux de finition au choix de la CPAM du Val de Marne ;
- Boiserie neuve : Lessivage, rebouchage, ponçage, application d'une couche de fond et d'une couche de finition au choix de la CPAM du Val de Marne ;
- Boiserie à lasure : Lessivage, masticage, ponçage et application de deux couches de lasure satinée ou brillante à phase aqueuse au choix de la CPAM du Val de Marne ;
- Ferronnerie : Lessivage, brossage, grattage, sous couche antirouille et application de deux couches de finition au choix de la CPAM du Val de Marne ;
- Huisserie métallique et chambranle : Préparation du support ponçage, sous couche de préparation et couche de finition au choix de la CPAM du Val de Marne ;

- Huisserie bois et chambranle : Préparation du support par égrenage et ponçage, sous couche de préparation et couche de finition peinture standard de finition au choix de la CPAM du Val de Marne.

12.1.2 – Murs

Les prestations consisteront principalement à la mise en œuvre suivante :

- Dépose de revêtement mural existant, y compris enlèvement des gravois et transport à la décharge ;
- Préparation du support, ponçage et application de deux couches de peinture de finition au choix de la CPAM du Val de Marne ;
- Préparation du support, ponçage fourniture et pose de papier grain à joint vif et application de deux couches de peinture acrylique en phase aqueuse mate ou satinée d'une finition au choix de la CPAM du Val de Marne ;
- Enduisage repassé, ponçage et application d'une couche d'impression ;
- Application sur couche de finition, d'une couche de résine de protection sur une hauteur de 1,15 mètre compris plinthe. Résine multi surface 0,5 kg pour 2 m² ;
- Résine bi-composant nettoyable, recouvrable en 24 heures rendement de l'ordre de 2 m² en une couche à une température d'application et du support de 15°C minimum.

12.1.3 – Plafonds

Les prestations consisteront principalement à la mise en œuvre suivante :

- Préparation du support, ponçage, une couche d'impression et deux couches de peinture Acrylique en phase aqueuse finition au choix de la CPAM du Val de Marne ;
- Préparation du support, ponçage, une couche d'impression et deux couches de peinture de finition au choix de la CPAM du Val de Marne ;
- Préparation du support, ponçage, fourniture et pose de toile de verre à joint vif et deux couches de peinture en phase aqueuse finition au choix de la CPAM du Val de Marne ;
- Préparation du support, ponçage, fourniture et pose de papier à grain à joint vif et deux couches de peinture en phase aqueuse finition au choix de la CPAM du Val de Marne.

12.1.4 – Sols

Les prestations consisteront principalement à la mise en œuvre suivante :

- Préparation du support, ponçage, une couche d'impression et deux couches de peinture au sol au choix de la CPAM du Val de Marne ;
- Préparation du support, ponçage, une couche d'impression et deux couches de résine ;
- Marquage au sol Lettre/Numéro RAL au choix de la CPAM du Val de Marne, y compris toutes les sujétions de préparation du support et de mise en œuvre.

12.1.5 – Plinthes

Les prestations consisteront principalement à la mise en œuvre sur :

- Plinthes en sapin 100/13 ;
- Plinthes en sapin 70/13 ;
- Plinthes en médium 70/13 ;
- Plinthes en PVC pour passage de câbles ;
- Plinthes en PVC souple ;
- Plinthes en Aluminium nettoyage pour rajeunissement uniquement.

12.1.6 – Radiateurs et tuyauteries

Les prestations consisteront principalement à la mise en œuvre suivante :

- Radiateurs : Brossage, grattage, lessivage, ponçage soigné et application de deux couches de peinture spéciale résistante à la chaleur, finition RAL au choix de la CPAM du Val de Marne ;
- Tuyauterie de chauffage : Brossage, ponçage et application de deux couches de peinture spéciale résistante à la chaleur finition au choix de la CPAM du Val de Marne ;
- Tuyauterie Sanitaire : Brossage, ponçage et application de deux couches de peinture spéciale résistante à la chaleur finition au choix de la CPAM du Val de Marne ;
- Tuyauterie d'évacuation : Nettoyage, brossage, ponçage, application d'une couche primaire et d'une couche de finition au choix de la CPAM du Val de Marne.

Rappel : L'utilisation de système de traitement des déchets de la CPAM est strictement interdite.

12.2 – Peinture extérieure

12.2.1 – Façades

Les prestations à réaliser sont essentiellement les suivantes :

- Ravalement en (2) deux couches : Nettoyage, lavage au jet à haute pression, application d'une couche de fixateur 200 g/m² et une couche de finition 500 g/m² ou équivalent ;
- Ravalement en (3) trois couches : Nettoyage, lavage au jet à haute pression, application d'une couche de fixateur 200 g/m² et de deux couches de finition 500 g/m² ou équivalent ;
- Imperméabilité : Finition MAT, nettoyage, lavage au jet à haute pression, dégraissage, application d'une couche de fixateur incolore, d'une couche de colle 500 g/m² et une couche de finition 500 g/m² ou équivalent ;
- Imperméabilité renforcée : nettoyage, lavage au jet à haute pression, dégraissage, application d'une couche de fixateur incolore, traitement partiel des fissures avec une couche de colle 500 g/m² et application d'un crépi synthétique 2 g/m² ou équivalent.

Sur les boiseries extérieures, il sera mis en œuvre :

- Boiserie ancienne extérieure : Lessivage, brossage, grattage, application d'une couche impression sur parties nues et de deux couches émail microporeux fongicide satinée ou brillant, finition au choix de la CPAM du Val de Marne ;
- Boiserie à lasure : Lessivage, masticage, ponçage et application de deux couches de lasure satiné ou brillant, RAL au choix de la CPAM du Val de Marne.

Les ferronneries extérieures, seront traitées suivants le procédé suivant :

- Ferronnerie : Lessivage, brossage, grattage, retouche à l'antirouille sur parties nues et application de deux couches d'émail satiné ou brillant, RAL au choix de la CPAM du Val de Marne ;
- Peinture de chiffre ou lettres sur support métallique ou béton, comprenant une couche de fixateur et 2 couches de peinture, hauteurs de l'ordre de 50 à 100 cm ;
- Peinture de chiffre ou lettres sur support métallique ou béton, comprenant une couche de fixateur et 2 couches de peinture, hauteurs de l'ordre de 100 à 150 cm ;
- Peinture de chiffre ou lettres sur support métallique ou béton, comprenant une couche de fixateur et 2 couches de peinture, hauteurs de l'ordre de 150 à 200 cm.

12.2.2 – Isolation thermique extérieure

Dans le cadre de projet en cours sur certains sites, il sera envisageable de procéder à des modifications et/ou adaptations. A ce titre les prestations susceptibles d'être demandées sont les suivantes :

- ITE ép. 120 mm : Fourniture et pose d'une isolation thermique extérieure en polystyrène extrudé suivant prescription du fabricant, y compris pose d'une armature en fibre de verre sur ragréage à l'enduit colle, double filet et enduit colle, renfort d'angle ainsi qu'une couche de finition (teinte suivant le choix de la CPAM du Val de Marne dans la gamme de RAL disponible au catalogue du fabricant) ;
- ITE ép. 160 mm : Fourniture et pose d'une isolation thermique extérieure en polystyrène extrudé suivant prescription du fabricant, y compris pose d'une armature en fibre de verre sur ragréage à l'enduit colle, double filet et enduit colle, renfort d'angle ainsi qu'une couche de finition (teinte suivant le choix de la CPAM du Val de Marne dans la gamme de RAL disponible au catalogue du fabricant) ;
- ITE ép. 120 mm : Fourniture et pose d'une isolation extérieure en panneaux de fibre bois suivant prescription du fabricant, y compris pose d'une armature en fibre de verre sur un ragréage à l'enduit colle, double filet et enduit colle, renfort d'angle ainsi qu'une couche de finition (teinte suivant le choix du Maître d'Ouvrage dans la gamme de RAL disponible au catalogue du fabricant).

12.2.3 – Sols extérieurs

Les sols extérieurs (escaliers, rampes d'accès, places de parking, ...) seront entretenus suivant les prescriptions suivantes :

- Préparation du support, ponçage, une couche d'impression et deux couches de peinture finition au choix de la CPAM du Val de Marne ;
- Préparation du support, ponçage, une couche d'impression et deux couches de résine monocouche finition au choix de la CPAM du Val de Marne ;
- Préparation du support, ponçage, une couche d'impression et deux couches de résine multicouche finition au choix de la CPAM du Val de Marne ;
- Marquage au sol Lettre/Numéro RAL au choix de la CPAM du Val de Marne, y compris toutes les sujétions de préparation du support et de mise en œuvre.

12.3 – Mise en œuvre des sols souples

12.3.1 – Travaux de dépose

12.3.1.1 – Dépose des anciens revêtements collés

Arrachage des anciens revêtements collés en simple ou double encollage en totalité y compris traces de colle et tout enduit de sol, protection des environnants, grattage, nettoyage, balayage, mise à nu du support avant nouvelle pose, évacuation, transport et mise en décharge appropriée ou recyclage y compris tous les frais inhérents de mise en décharge ou recyclage.

Aspiration soignée des poussières.

Pour la mise en œuvre des dalles, la conservation d'un ancien sol textile n'est pas admise.

NOTA : L'arrachage des anciens revêtements contenant de l'amiante ne fait pas partie de ce marché.

12.3.1.2 – Dépose des anciens revêtements non collés

Arrachage des anciens revêtements non collé y compris protection des environnants, grattage, nettoyage, balayage, mise à nu du support avant nouvelle pose, évacuation, transport et mise en décharge appropriée ou recyclage y compris tous les frais inhérents de mise en décharge ou recyclage.

Aspiration soignée des poussières.

NOTA : L'arrachage des anciens revêtements (y compris la colle ou le ragréage) contenant de l'amiante ne fait pas partie de ce marché sauf en quantités limitées.

12.3.1.3 – Décarrelage simple

Décarrelage au sol de carreaux de toute nature posée à la colle ou au mortier quel que soit le format, la nature du matériau et support. L'entreprise vérifiera et prendra soin de conserver les réseaux en état

(Fourreaux, canalisation, câblages). Piochage, enlèvement et reprise des supports non adhérents –

Evacuation en décharge appropriée.

NOTA : La dépose de carrelage (y compris la colle ou le ragréage) contenant de l'amiante ne fait pas partie de ce marché sauf en quantités limitées.

12.3.1.4 – Déparquetage

Déparquetage, compris dépose de toutes les lambourdes, démolition des augets et des chaînes.

NOTA : Découpage de parquet au ciseau en raccordement de carrelage avec calage en sous œuvre par tringle en chêne.

12.3.1.5 – Dépose de plinthes

Dépose des plinthes existantes de toutes nature (Bois, PVC, Carrelées...) comprenant :

- Le piquage de plinthes existantes, l'évacuation et la mise en décharge appropriée ;
- L'enlèvement de toutes les traces de colle ou de ciment, l'enlèvement de toutes parties non adhérentes ou formant saillie ;
- La reprise des supports de manière à les rendre parfaitement plans, comprenant rebouchage et dégrossissage au mortier de ciment avec incorporation d'adjuvant pour recevoir un enduit de finition.

12.3.1.6 – Détalonnage de portes

Détalonnage des portes pour laisser le jeu nécessaire pour la pose du revêtement (à l'exception des portes coupe-feu).

12.3.2 – Préparation des supports

Une étude de reconnaissance du sol doit être menée préalablement aux travaux de pose sous la responsabilité du maître d'ouvrage.

Elle a pour objet :

- D'évaluer les contraintes liées aux locaux à rénover (site occupé, particularités des locaux, activité, acoustique...) ;
- De vérifier la planéité des supports, de définir les zones à conserver ou à déposer, de repérer les fissures et joints de fractionnement de déterminer la nature des supports ;
- La mise en œuvre des revêtements de sol sera conforme au DTU et aux principes figurant dans les cahiers techniques du fabricant.

L'entreprise assurera la protection temporaire des sols si les revêtements sont posés avant la fin du chantier.

12.3.2.1 – Nettoyage des supports

Préalablement à la pose des revêtements, l'entrepreneur effectuera un nettoyage général et soigné des supports comprenant selon l'état de surface, l'enlèvement soigneux des déchets, l'élimination des laitances de béton, pellicules de plâtre, peintures, colles, mortier de pose ou autres matériaux provenant des différents corps d'état, par grattage, ponçage ou rabotage, un dégraissage des supports souillés, le rinçage, le bouchage des trous et saignées diverses. Ce nettoyage comprend au moins un brossage, un dépoussiérage par aspiration ou balayage soigné et un lavage de manière à éliminer toutes traces de matières susceptibles de provoquer un manque d'adhérence des ragréages ou des revêtements avec le support. Les supports devront être parfaitement secs, durs, cohésifs, rigides et propres avant toute pose.

12.3.2.2 – Traitement des fissures existantes

La mesure de la largeur des fissures incombe au titulaire et doit être réalisée lors de la réception des supports.

Le traitement des fissures (largeur comprise entre 0.3 mm à 1 mm) comprend :

- L'ouverture de la fissure par sciage avec un disque diamant ;
- Le nettoyage et dépoussiérage par aspiration ;
- Le garnissage à l'aide d'une résine bi-composant, coulante, ou équivalent, d'une dureté Shore D 60 à 24 h ;
- Le sablage à refus avec du sable de quartz fin et sec, le produit de garnissage avant sa polymérisation ;

- L'aspiration de l'excès de sable non adhérent avec un aspirateur après durcissement de la résine.

Les fissures inférieures à 0.3 mm seront traitées par la mise en œuvre du primaire ou du produit de maintien. Pour les fissures > 0,3 mm avec désaffleureur ou > 1 mm, une étude doit être réalisée par un bureau d'études spécialisé pour analyser le comportement du support.

12.3.2.3 – Traitement des défauts de planéité

Ils seront à effectuer à la demande du maître d'ouvrage en cas de non-respect de la planéité du support (6 mm sous la règle de 3 m).

12.3.2.4 – Primaire d'adhérence ou d'accrochage

Dans certains cas, en fonction de la nature du support, il sera appliqué au rouleau ou à la brosse un primaire d'adhérence (sol déjà revêtu) ou d'accrochage conformément aux prescriptions du fabricant.

12.3.3 – Ragréage de sol

Le choix de l'enduit de ragréage et du primaire d'accrochage sera du ressort du Titulaire en fonction de la nature et de l'état du support, de la nature de revêtement de sol prévu.

En aucun cas, l'enduit de ragréage doit rattraper un défaut de planéité. Son épaisseur sera au minimum de 3mm, 5 à 10 mm si besoin.

Au droit des changements de sol, l'entreprise doit les surcharges de ragréage de façon à rattraper les épaisseurs des revêtements de sols adjacents de natures différentes.

Le titulaire devra respecter les joints de dilatation ou de fractionnement des chapes ou des dalles, en utilisant des profilés en plastique adaptés.

12.3.4 – Enduit de lissage

Exécution d'un enduit de lissage agréé par le fabricant du revêtement de sol, d'épaisseur suffisante pour obtenir une parfaite planimétrie conformément à la réglementation en vigueur.

12.3.5 – Prestations de mise en œuvre sols souples

12.3.5.1 – Sols souples en PVC

12.3.5.1.1 – Sols PVC hétérogène compact U3-U4 pour trafic intense

Fourniture et pose d'un revêtement PVC en lès 2 couches avec 1 couche d'usure de 0.65 ou 0.75mm et renforcée par grille de verre.

Traitement des joints par soudure à chaud avec cordon spécial.

Traitement des rives et des joints de seuils vers des locaux non traités en PVC : Arrêt du revêtement à 3 mm environ de la paroi, calfatage avec un mastic polyuréthane ou acrylique après dépoussiérage de la rainure.

Application d'une barrière d'étanchéité (résine) si nécessaire.

A la demande du maître d'ouvrage, le revêtement de sol pourra être remonté en plinthe avec formes d'appui PVC de forme arrondie pour faciliter le nettoyage de la liaison sol/mur et éviter les percements.

Caractéristiques :

- Classement UPEC : U3P3E2/3C2 ou U4P3E2/3C2 certifié NF-UPEC ;

- Dimensions : Lès de 2 m de largeur ;
- Epaisseur totale de 2mm ;
- Efficacité acoustique au bruit de choc : $L_w = 6\text{dB}$;
- Réaction au feu : Cfl-s1 (avec PV d'un laboratoire agréé à fournir) ;
- Résistance au poinçonnement : $= 0.10\text{mm}$;
- Couche d'usure de 0.65/0.75mm d'épaisseur – résistance au trafic intense ;
- Réflexion lumineuse : 30% ;
- Traitement de surface appliqué en usine permettant un entretien facilité ;
- Résistance au glissement : R10 (Selon DIN 51 130) ;
- 100% recyclable.

12.3.5.1.2 – Sols PVC hétérogènes isophoniques U3-U4

Fourniture et pose d'un revêtement PVC isophonique en lès, avec 1 couche d'usure de 1mm environ et renforcée par double grille de verre + mousse THD.

Traitement des joints par soudure à chaud avec cordon spécial.

Traitement des rives et des joints de seuils vers des locaux non traités en PVC : Arrêt du revêtement à 3 mm environ de la paroi, calfatage avec un mastic polyuréthane ou acrylique après dépoussiérage de la rainure.

Application d'une barrière d'étanchéité (résine) si nécessaire.

A la demande du maître d'ouvrage, le revêtement de sol pourra être remonté en plinthe avec formes d'appui PVC de forme arrondie pour faciliter le nettoyage de la liaison sol/mur et éviter les percements.

Caractéristiques :

- Classement UPEC : U3P3E2/3C2 ou U4P3E2/3C2 certifié NF-UPEC ;
- Dimensions : Lès de 2 m de largeur ;
- Epaisseur totale de 3 mm environ ;
- Efficacité acoustique au bruit de choc : $L_w : 16\text{dB}-17\text{dB}$;
- Sonorité à la marche : $<65\text{dB}$ – Classe A ;
- Classification au feu : Bfl-s1 (avec PV d'un laboratoire agréé à fournir) ;
- Résistance au poinçonnement : $= 0.10\text{mm}$;
- Couche d'usure $>0.9\text{mm}$ d'épaisseur – résistance au trafic intense ;
- Solidité lumière >6 ;
- Activité anti-bactérienne : $>99\%$;
- Traitement de surface appliqué en usine permettant un entretien facilité ;
- Résistance au glissement : R10 (Selon DIN 51 130) ;
- 100% recyclable.

12.3.5.1.3 – Dalles et lames PVC pour recouvrement revêtements de sols

Fourniture et pose de dalles ou lames en PVC flexibles de 5mm d'épaisseur pour recouvrement de tous types de revêtements existants (PVC mousse, compact, sols chauffants, carrelages joints serrés, sols amiantés...) et compatible pièces humides, certifié par avis technique, constitué d'une couche de surface transparente de 0.40mm d'épaisseur, d'un film décor et d'une sous couche compacte renforcée de fibres de verre.

Dalles ou lames amovibles assemblées par systèmes de queue d'aronde sans colle – pose libre ou adhésive.

Caractéristiques :

- Classement UPEC : U2SP3E1/2C2 certifié NF-UPEC ;
- Dimensions dalle : 360x696 environ ;
- Dimensions lames : 204*1239 environ ;
- Epaisseur totale de 5 mm environ ;
- Réaction au feu : Bfl-s1 (avec PV d'un laboratoire agréé à fournir) ;
- Résistance au poinçonnement : = 0.10mm ;
- Couche d'usure 0.4mm d'épaisseur – résistance à l'usure <2 ;
- Solidité lumière>6 ;
- Traitement polyuréthane pour assurer un entretien aisé et une résistance aux rayures ;
- Résistance au glissement : R10 (Selon DIN 51 130) ;
- 100% recyclable.

12.3.5.1.4 – Sols de cuisine collective PVC

Fourniture et pose d'un revêtement en PVC hétérogène armaturé avec support non tissé à l'envers et couche de surface incluant des cristaux minéraux, antidérapant - classement U4P4S E3 C2 Cuisines

Collectives - conforme aux exigences de l'hygiène alimentaire 1488.I.

Traitement bactériostatique et fongistatique dans toute l'épaisseur du produit.

La réalisation ou non d'une étanchéité complémentaire devra être spécifiée par le maître d'ouvrage.

Avant le commencement des travaux, ces chantiers spécifiques doivent faire l'objet d'une déclaration spécifique auprès du fournisseur qui s'assurera des capacités de l'entreprise et que les prescriptions techniques définies dans l'avis technique et le cahier des charges soient bien respectées. En cas contraire, aucune garantie ne sera accordée.

Sous les équipements fonctionnant à chaud (appareils de cuisson) reposant directement sur le sol, un socle ininflammable M0 d'au moins 10cm au-dessus du niveau du revêtement.

De même les supports des chambres froides fonctionnant en température positive, seront conformes aux exigences de la norme NFP75-401.

Toutes les dispositions (pose caniveaux, regards, siphons.) devront être prises pour éviter la stagnation d'eau.

Caractéristiques :

- Classement UPEC : U4P4S E3 C2 Cuisines Collectives ;
- Epaisseur totale : 2.5 mm ;
- Epaisseur couche d'usure : 1.14mm ;
- Potentiel de charge <2 ;
- Glissance : Classe R10 ;
- Résistance à l'abrasion : T ;
- Résistance à l'usure < ou = 2 ;
- Résistance au poinçonnement : = 0.1m ;
- Résistance aux produits chimiques ;
- Emissions dans l'air (TCOV a 28 jours) : < 100 µg/m3(NF EN ISO 16000) ;
- 100% recyclable ;
- Activité anti bactérien >99%.

12.3.5.2 – Revêtement de sols en moquette aiguilletée à simple encollage

Fourniture et pose d'une moquette aiguilletée ou bouclée en dalle 50X 50, classement U3 P3.

Fourniture et pose d'une moquette aiguilletée ou bouclée en lés, classement U3 P3.

Nota : Coloris et motifs au choix du maître d'ouvrage dans la gamme du fabricant.

12.3.5.3 – Revêtement de sols en linoléum

Après travaux préparatoires, fourniture et pose de revêtement de sol linoléum en lés selon DTU 53.2, composé de matières renouvelables (huile de lin, autres résines, farine de bois et de liège, minéraux, pigment et toile de jute) avec traitement de surface appliqué en usine. Raccords invisibles avec cordon de soudure antistatique et anti-bactérien. Coloris et motifs au choix du maître d'ouvrage dans la gamme du fabricant.

Caractéristiques :

- Classement UPEC : U4P3E1/2C2 certifié NF-UPEC ;
- Largeur lés : 2m ;
- Epaisseur totale de 3 à 4 mm ;
- Réaction au feu : Cfl-s1 (avec PV d'un laboratoire agréé à fournir) ;
- Résistance au poinçonnement $\leq 0.15\text{mm}$;
- Taux d'émission de TVOC $< 100 \mu\text{g}/\text{m}^3$, classe A+ ;
- Conforme au règlement REACH (Réglementation européenne sur les produits chimiques) ;
- Recyclable à 100% ;
- Solidité lumière >5 ;
- Traitement de surface appliqué en usine permettant un entretien facilité.

12.3.5.3.1 – Revêtement de sol linoléum acoustique en lés – Pose collée

Après travaux préparatoires, fourniture et pose de revêtement de sol linoléum en lés selon DTU 53.2, composé de matières renouvelables (huile de lin, autres résines, farine de bois et de liège, minéraux, pigment et toile de jute) avec traitement de surface appliqué en usine et sous-couche mousse en polyuréthane ou polyoléfine pour réduction des bruits de chocs. Raccords invisibles avec cordon de soudure antistatique et anti-bactérien. Coloris et motifs au choix du Maître d'ouvrage dans la gamme du fabricant.

Caractéristiques :

- Classement UPEC : U4P3E1/2C2 certifié NF-UPEC ;
- E1 : joints soudés à chaud E2 : joints soudés à chaud + étanchéité en rives ;
- Largeur lés : 2m ;
- Epaisseur totale de 3.5 à 4 mm ;
- Couche d'usure : $>1.5\text{mm}$;
- Réaction au feu : Cfl-s1 (avec PV d'un laboratoire agréé à fournir) ;
- Résistance au poinçonnement : $<0.15\text{mm}$;
- Taux d'émission de TVOC $< 60 \mu\text{g}/\text{m}^3$, classe A+ ;
- Conforme au règlement REACH (Réglementation européenne sur les produits chimiques) ;
- Traitement de surface appliqué en usine permettant un entretien facilité ;
- Acoustique : bruit de choc $L_w = 18 \text{ dB}$ ou 19dB – Niveau bruit de choc : Classe A.

12.3.5.3.2 – Revêtement de sol linoléum en dalle ou lames – Pose collée

Après travaux préparatoires, fourniture et pose de revêtement de sol linoléum en lames ou dalles selon

DTU 53.2, composé de matières renouvelables (huile de lin, autres résines, farine de bois et de liège, minéraux, pigment et toile de jute) avec traitement de surface appliqué en usine. Coloris et motifs au choix du Maître d'ouvrage dans la gamme du fabricant.

Caractéristiques :

- Classement UPEC : U4P3E1/2C2 certifié NF-UPEC ;
- E1 : joints soudés à chaud E2 : joints soudés à chaud + étanchéité en rives ;
- Lames clipsables : dim 25*100cm – Dalles clipsables 50*50cm ;
- Epaisseur totale : 2.5 mm ;
- Couche d'usure > =1.5mm ;
- Réaction au feu : Cfl-s1 (avec PV d'un laboratoire agréé à fournir) ;
- Résistance au poinçonnement : <0.15mm ;
- Taux d'émission de TVOC < 100 µg/m3, classe A+ ;
- Conforme au règlement REACH (Réglementation européenne sur les produits chimiques) ;
- Traitement de surface appliqué en usine permettant un entretien facilité.

12.3.5.3.3 – Revêtement de sol linoléum en lames et dalles clipsables – Pose flottante

Après travaux préparatoires, fourniture et pose de revêtement de sol linoléum en lames ou dalles clipsables selon DTU 53.2, composé de matières renouvelables (huile de lin, autres résines, farine de bois et de liège, minéraux, pigment et toile de jute) avec traitement de surface appliqué en usine.

Coloris et motifs au choix du Maître d'ouvrage dans la gamme du fabricant.

Possibilité de renfort avec panneau HDF et sous couche en liège et sous couche acoustique complémentaire pour une meilleure efficacité acoustique (21dB).

Son système en pose flottante par clipsage des lames permet le recouvrement des sols amiantés.

Caractéristiques :

- Classement UPEC : U4P3E1/2C2 certifié NF-UPEC ;
- E1 : joints soudés à chaud E2 : joints soudés à chaud + étanchéité en rives ;
- Lames clipsables : dim 30*90cm – Dalles clipsables 30*30cm ;
- Epaisseur totale : de 2.5 mm ;
- Couche d'usure : >1.5mm ;
- Réaction au feu : Cfl-s1 (avec PV d'un laboratoire agréé à fournir) ;
- Résistance au poinçonnement : <0.15mm ;
- Taux d'émission de TVOC < 100 µg/m3, classe A+ ;
- Conforme au règlement REACH ;
- Efficacité acoustique jusqu'à 21dB ;
- Traitement de surface appliqué en usine permettant un entretien facilité.